

7 milliards de dollars d'exportations canadiennes en 1997. Les investissements directs des Canadiens dans ce groupe de pays ont quadruplé entre 1992 et 1997, pour atteindre 25 milliards de dollars.

L'Organisation des États américains (OEA), principal forum où l'on discute des politiques relatives à l'hémisphère et où l'on assure le suivi des décisions, joue un rôle prépondérant dans la mise en œuvre de nombreux engagements qui sont pris aux sommets des Amériques. C'est aussi une force régionale de premier plan qui raffermi la démocratie, les droits de la personne et la sécurité. Le Canada a soutenu des réformes visant à accroître la capacité générale de l'OEA de favoriser des entreprises communes à l'ensemble des pays de l'hémisphère.

À Windsor (Ontario), du 4 au 6 juin 2000, le Canada a accueilli l'Assemblée générale de l'OEA. Cet événement a réuni les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation, qui ont examiné de grandes questions touchant l'hémisphère, comme la démocratie, la lutte contre le trafic des stupéfiants, les mesures destinées à combattre la corruption, et les initiatives d'aide aux enfants touchés par la guerre. Les ministres ont aussi discuté des thèmes à mettre au programme du prochain sommet des Amériques.

Le Sommet des Amériques, en 2001

Les deux premiers sommets des Amériques ont eu lieu à Miami et à Santiago (Chili) en 1994 et 1998 respectivement. Ils ont favorisé une coopération pratique, à l'échelle de l'hémisphère, en ce qui concerne un éventail de problèmes centraux qui cadrent bien avec les priorités du Canada en matière d'économie et de sécurité des personnes. Le plan d'action adopté à Santiago couvre, par exemple, l'intégration économique et la libéralisation du commerce, l'amélioration de l'éducation, le renforcement de la démocratisation, une meilleure protection des droits de la personne et la lutte contre la pauvreté et la discrimination.

Du 20 au 22 avril 2001, les présidents et les premiers ministres se réuniront à Québec, afin de tracer une ligne de conduite commune pour entamer le nouveau millénaire. À la présidence de l'événement, le Canada dirigera l'établissement de l'ordre du jour, et fournira conseils et soutien à la préparation du Sommet. Cet engagement important nécessite la concertation des autorités fédérales, provinciales et municipales, de même que des entreprises, des organismes autochtones et de la société civile.

En collaboration étroite avec ses partenaires canadiens et avec l'OEA, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation panaméricaine de la santé, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Antilles, et la Banque mondiale, le Canada établira un programme axé sur les résultats, qui aidera les gouvernements de l'hémisphère à combattre l'inégalité et à répandre la richesse créée grâce à une libéralisation économique et à une intégration accrues.